

## Tribalisme

# Pourquoi les Bamiléké font-ils peur ?



- *A l'occasion de la présidentielle, on a noté des discours haineux contre cette communauté.*
- *Sont-ils disqualifiés de toute ambition politique ?*
- **10 experts s'affrontent.** Pp.5-10

## Gestion des élections

# More Women in Politics recommande un manuel de procédures

\* Le Pr. Justine Dikko Tchankam, lors d'une conférence de presse donnée hier, a livré les tenants et les aboutissants d'une telle mesure. P2



Minjec/Système des Nations Unies

# Contribuer à une insertion socioprofessionnelle des jeunes

 P.2

## Béac

# Le gouverneur soutient qu'il n'y aura pas de dévaluation du franc cfa

 P.4

## Theatre festival Children and young people across the world to gather in Yaounde

 P.3

## Gestion des élections

# More Women in Politics recommande un manuel de procédures

*Le Pr. Justine Dikko Tchoukam, lors d'une conférence de presse donnée hier, a livré les tenants et les aboutissants d'une telle mesure.*

**C**ette proposition est particulièrement destinée aux parties prenantes aux différents scrutins, particulièrement aux politiques, et surtout à tous les acteurs qui ont contesté le travail d'Elecram et du Conseil Constitutionnel.

Du 19 au 22 octobre 2018, le Conseil Constitutionnel a été au-devant de la scène. Le point d'orgue, a été la remise en cause des procès-verbaux rendus publics par Elecram et soulevés au cours de l'audience y dédiées ; puis la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 07 Octobre dernier.

Pour rappel, c'est justement en rapport avec l'élaboration des procès-verbaux que certains se sont déclarés vainqueur avant la proclamation des résultats. Aussi, More women in politics (Mwp), par la voix de sa coordonnatrice, Justine Dikko Tchoukam, recommande à l'organe en charge de l'organisation des élections (Elections Cameroon), de s'y

attarder afin de consolider la démocratie au Cameroun. Elle propose un manuel de procédures qui viendra taire les querelles et faciliter la suite du contentieux postélectoral.

Cette deuxième recommandation est complétée par un appel à la production d'un guide simplifié à l'usage de l'électorat qui, comme les autres recommandations, vont permettre d'asseoir une culture politique encore plus inclusive. C'était au cours d'un point de presse donné le 1er Novembre 2018, à l'occasion de la restitution du rapport de mission d'observation électorale du réseau More women in politics (Mwp) de l'élection présidentielle du 07 Octobre 2018.

### Observation de la Présidentielle

Si le scrutin du 07 Octobre a charrié beaucoup d'attention et d'inquiétudes, Mwp se félicite de l'amélioration du cadre juridique, notamment l'application du Code électoral et la toute première sortie du Conseil Constitutionnel.



Lors de la conférence

Bien évidemment, les limites liées entre autres au très fort taux d'abstention, amène le professeur Justine Dikko Tchoukam à inviter les uns et les autres à s'intéresser à la chose politique, à faire preuve de cul-

ture politique pour comprendre les enjeux d'une élection et éviter la manipulation.

En outre, si le scrutin présidentiel a été une innovation mondiale du fait de la transparence constatée (diffusion à la télé-

vision nationale), Mwp appelle les journalistes à plus de responsabilité. Aux acteurs politiques, l'ONG exprime le vœu qu'ils capitalisent les acquis de l'élection passée.

*Hervé Ndongong*

## Minjec/Système des Nations Unies

# Contribuer à une insertion socioprofessionnelle des jeunes

*Ils ont procédé hier à Yaoundé à une signature du document d'appui à la mise en œuvre du programme national de volontariat.*

**L**a salle de conférences du stade Omnisports à Yaoundé a servi de cadre hier à la cérémonie solennelle de signature du document d'appui à la mise en œuvre du programme national de volontariat (PNV) au Cameroun entre le Minjec et le Système des Nations Unies.

Cette signature vise à donner de manière accrue et équitable aux femmes et aux jeunes des opportunités d'emploi décents. Elle a également pour but de leur rendre économiquement plus autonomes. Un objectif du système des Nations Unies d'ici 2020.

Ainsi, les Nations Unies vont apporter un appui technique et un accompagnement stratégique aux efforts du gouvernement en matière d'encadrement de l'engagement citoyen des jeunes. Ce, afin de contribuer durablement à leur insertion socioprofessionnelle. Le PNUD, l'UNFPA et le pro-

gramme VNU s'engagent donc ce 01er novembre 2018 et pour une durée d'un an, à accompagner le Cameroun dans l'établissement du programme national de volontariat en fonction de leurs mandats et compétences respectifs. Ce qu'il fait déjà dans une quinzaine de pays dont une dizaine en Afrique. Le fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) accompagnera spécifiquement sur la problématique de l'accès aux services de santé, de la reproduction et de santé maternelle.

Dans son discours de circonstance, Madame Allegra Maria Del Pilar Baiocchi, représentante résidente du PNUD a déclaré que ce projet est le fruit de la collaboration entre plusieurs agences des Nations Unies.

Pour Mounouna Foutsou, « il s'agit d'un pas de plus vers la mise en œuvre de la stratégie nationale du volontariat, mais aussi et



Photo d famille

surtout un pas majeur vers l'atteinte des Objectifs du développement durable », a-t-il souligné.

Il faut rappeler que cette céré-

monie de signature a été couplée à l'ouverture d'un séminaire de renforcement des capacités des chefs d'antennes régionales du PNV,

placé sous le thème : « enjeux, défis et perspectives pour le développement local ».

*Rosette Ombessack*

# African Theatre Festival for Children and Young People (FATEJ)

Organizers say it's going to bring children across the world for talents sharing.

Preparations are heating up across the country and in Yaounde in particular ahead of the holding of the 12th edition of the African Theatre Festival for Children and Young People known in its French acronym as FATEJ. A press briefing to throw more light into the forthcoming festival to hold from the 9-16 November 2018, took place at the Reunification Monument Yaounde granted by the Director of FATEJ, Etoundi Zeyang together with some of his partners, Goethe Institute.

Speaking during the press briefing, Mr Etoundi said this year's edition will hold in three distinct phases; performances, meetings and lastly, workshops. Elaborating on the performances, he said plays will come from all over the world citing examples like Consol Theatre from Germany, France (Mime Lorient) Belgium (Rinaldo Circus), Sweden (Teater Tre), Tunisia (Zitouna Theatre), Niger (Gatan Gatan), Togo



FATEJ Director and partners.

(Compagnie Danaye), Congo (La Punta Negra), just to name a few. The plays will be in categories; those for children in nursery and primary schools between 1-6 years and those in secondary starting from 9 years.

Etoundi Zeyang talking to the press after the press briefing said theatre is very important to kids; first, it develops their personalities, their faculty of communication and for leisure. He stressed that it is important that beside

school, there should be theatre.

It should be noted the FATEJ was created in 1996 as a biannual event and has been holding in Douala and Yaounde bringing together thousands of spectators and

participants across the world.

FATEJ will therefore round off on the 16th of November with awards to be handed to the winners.

By Amos Muang Nsah

## Fonction publique

# Le travail décent, un slogan creux ?

Les textes et autres instruments juridiques, surtout ceux de l'organisation internationale du travail (OIT), sont toujours inappliqués.

Il existe de nombreux goulots d'étranglement. « Les agents de l'État travaillent dans de mauvaises conditions » : bâtiments insalubres, archives mal rangées, toilettes mal entretenues et les syndicats affaiblis, etc. Un phénomène qui existe également dans le secteur privé. Et pourtant, « le secteur privé ne peut être fort que si le public est fort », selon Isaac Bissala. « Il faut prendre au sérieux le service public », explique le syndicaliste dans un contexte où plusieurs agents publics ne sont même pas au fait de ces prescriptions de l'organisation internationale.

D'après le président de l'Union générale des travailleurs du Cameroun (Ugct), les éléments pour établir le travail décent au Cameroun, reposent sur quatre piliers : « l'emploi, le respect des normes internationales du travail, la sécurité sociale et le dialogue social », y compris les rencon-

tres avec les chefs de départements ministériels. Ils sont au cœur du séminaire organisé à l'endroit des délégués du personnel des ministères hier, 1er novembre 2018 avec pour ambition également de revenir sur les clés du succès du dialogue social dans leurs structures d'appartenance.

### Conditions du travail décent

Le patron de l'Ugct se plaît à citer l'Équité dans le recrutement, le respect des normes et convention organisant le travail, la protection sociale pour les fonctionnaires bien que quasi-inexistante avec comme corollaire l'absence de sécurité sociale. Il n'omet pas de rappeler la non-marginalisation des délégués du personnel et la création des syndicats des fonctionnaires sujette à de nombreux blocages.

Hervé Ndongbong

## SUPER GRAND MIFI VOYAGE PLUS

Pour votre sécurité, votre confort, voyagez avec l'Agence Super Grand Mifi Voyage Plus.

Yaoundé-Bafoussam, Bafoussam-Yaoundé

Qui va lentement va sûrement, c'est notre devise à Super Grand Mifi Voyage Plus.



Super Grand Mifi Voyage Plus, c'est écouter, servir plus, pour une meilleure satisfaction.

Direction générale BP 6522 Yaoundé :  
Terminus Miboman  
- Agence Bafoussam :  
Ndiandam aux agences.

Pour toutes réservations :  
Yaoundé : 699 59 96 58  
Bafoussam : 690 11 94 44/ 690 11 63 70

## Béac

# Le gouverneur soutient qu'il n'y aura pas de dévaluation du franc cfa

Au sortir de la 3ème session du Comité de politique monétaire (CPM) de la BEAC, pour l'année 2018, tenue le 31 octobre 2018 dans la capitale camerounaise, le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), le Tchadien Abbas Mahamat Tolli (photo), a de nouveau coupé court aux rumeurs sur une probable dévaluation du franc CFA.

**A**près avoir révélé que la question n'a pas été évoquée lors du dernier sommet des chefs d'Etat de la CEMAC de Ndjamena, « simplement parce qu'il n'était pas à l'ordre du jour », le gouverneur de l'institution d'émission des six Etats de la CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, Guinée équatoriale et République centrafricaine) a indiqué qu'au « regard des fondamentaux économiques actuels, il n'y a pas de raison que » la CEMAC « risque une dévaluation ». Pour preuve, a expliqué Abbas Mahamat Tolli, comme il l'avait déjà fait en 2017, au plus fort des rumeurs sur une probable dévaluation du franc CFA, il n'y a aucune commune mesure entre la situation

économique actuelle de la zone CEMAC, et celle qui prévalait en 1994, année de la dernière dévaluation de la monnaie usitée par les Etats de cet espace communautaire.

D'abord, a-t-il précisé, les réserves de change des pays de la CEMAC affichent actuellement un taux de couverture d'environ 60%, contre 13% seulement en 1994. Ensuite, au cours de l'année 1994, la zone CEMAC était en récession, avec un taux de croissance de -1%, alors que les projections pour l'année 2018 sont de 1,7%, et d'un peu plus de 3% pour l'année 2019.

Par ailleurs, a souligné le gouverneur de la BEAC, la question de l'ajustement monétaire dans la zone franc a été évacuée lors du sommet des chefs d'Etat de la CEMAC de Yaoundé,

en décembre 2016, à la faveur de la décision commune des pays d'entrer en programme avec le Fonds monétaire international (FMI) ; programmes déjà conclus par quatre Etats (Cameroun, Gabon, Tchad et RCA), et en cours de conclusion avec un des deux derniers pays encore à la traîne.

A la faveur de l'implémentation de ces programmes, et des mesures d'ajustement des politiques monétaire et budgétaire, prises respectivement par la BEAC et les Etats, soutient Abbas Mahamat Tolli, des effets positifs notables ont été observés sur les économies de la zone CEMAC ; contribuant ainsi à éloigner davantage le spectre d'une dévaluation du franc CFA.

Oscar Onana



Abbas Mahamat Tolli

## Bois

# Le Cameroun a exporté 135 491 mètres cubes de bois vers la Chine entre janvier et août 2018

Au cours des huit premiers mois de l'année 2018, les exportateurs de bois en activité au Cameroun ont débarqué 135 491 mètres cubes de bois au port de Zhangjiagang, en Chine, révèle la dernière note de conjoncture de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), citant des sources douanières chinoises.

**L**es volumes ainsi exportés par les exploitants forestiers camerounais représentent une valeur financière estimée par l'OIBT à 47,3 millions de dollars, soit un peu plus de 27 milliards de francs Cfa.

Sur la période considérée, précise la douane chinoise, le Cameroun est le 4ème exportateur du bois vers la Chine, derrière la Papouasie-Nouvelle-Guinée (1,51 million de m3), les Îles Salomon (1,07 million de m3) et la Guinée équatoriale.

O.O.



Le Cameroun a exporté 135 491 mètres cubes de bois vers la Chine entre janvier et août 2018



Des masques bamilékes

## Bamiléké

# L'ambition politique : oui...mais

*Les discours haineux contre cette communauté ont le vent en poupe, même si elle n'est pas exempte de tout reproche.*

**L**a présidentielle qui vient de s'achever a vu une remontée en puissance des discours de haine. Les réseaux sociaux, terrain de prédilection de ces combats entre ethnies, ont été inondés de critiques acerbes, sur fond de tribalisme. Un phénomène qui a coïncidé avec l'ambition de Maurice Kamto, candidat du Mrc, de devenir président de la République. Il faut dire que même au regard des résultats officiels qui ont été rendus publics, cette force politique a été de loin le challenger le plus sérieux du candidat Paul Biya. Le fait que Maurice Kamto soit bamiléké n'a pas toujours joué en sa faveur. Un ministre de la République, durant le contentieux électoral, parce que Kamto s'était dit fier d'être Bamiléké et avait demandé où il pouvait aller toquer pour devenir Béti, va le chapitrer. « *Qu'est-ce que les notions*

*Bamilékés et Bulu viennent faire ici ?* », demandera notamment Grégoire Owona, secrétaire général adjoint du Rpd. C'est que la campagne électorale aura été minée par le tribalisme qui, logiquement, s'est invité devant le conseil constitutionnel. « *Un Bamiléké ne peut pas être président de ce pays ; si un Bami prend le pouvoir, nous sommes finis ; il va transformer Etoudi en porcherie ; on ne peut accepter que des gens qui ont déjà le pouvoir économique concentrent aussi le pouvoir politique...* ». Voilà entre autres, les réflexions qu'on a pu lire sur les réseaux sociaux au sujet de l'ambition politique d'un fils de l'Ouest ; ambition qui embarrassait même les ressortissants bamilékes du sérail, qui ont préféré se la jouer bien bas. Mais comment justifier cette crainte du bamiléké ? Il faut dire que ces Camerounais-là, n'ont pas toujours eu une bonne

réputation. Ils sont souvent accusés de mettre en avant la méritocratie, dans un pays de plus de 250 ethnies, habitué à ce qu'on appelle l'équilibre régional qui se veut le principe par lequel tous les fils de la nation doivent bénéficier de ce qu'elle offre de meilleur. On les accuse aussi de ne pas être généreux, de se croire supérieurs aux autres, ou encore d'être des envahisseurs. A ce propos, force est de reconnaître que dans les grandes villes, ils achètent à tour de bras des espaces, ce qui fait qu'ils sont désormais de loin les plus grands propriétaires terriens, au détriment souvent des autochtones, qui sont pourtant, comme aiment le rappeler certains, protégés par la constitution. A certains égards donc, pour ceux-là, le Bamiléké est synonyme de danger. Surtout que, l'homme de l'Ouest jouit d'une réputation bien établie de tribaliste,

peut-être aussi parce qu'il a développé un instinct grégaire poussé. Beaucoup de communautés bamilékes acceptent mal de se mélanger aux autres, même si cela tend de plus en plus à changer. Ils ne sont pas moins tribalistes que les autres. D'autres estiment qu'en se frottant aux autres, ils ont constaté de nombreuses lacunes. Sauf que des lacunes, il en existe partout. De même, si les Bamilékes accusent les autres d'avoir détruit le Cameroun, ils oublient très souvent qu'eux-mêmes ont profité du système, et qu'ils en sont même peut-être l'un des plus grands bénéficiaires. Le danger bamiléké ne date pas d'aujourd'hui. C'est une question séculaire sur laquelle a eu à travailler à l'époque. Il date des premiers instants de la colonisation, lorsque Lambertson traitait les Bamilékes de « *caillou dans la chaus-*

*sure* ». Au cours de l'histoire du pays, on a parfois assisté à un rejet des fils de l'Ouest. Monseigneur André Wouking a eu du mal à mener son ministère lorsqu'il a été désigné archevêque de Yaoundé. On se souvient aussi de la polémique lancée par Mgr Tonye Bakot lorsqu'il soutiendra qu'il a y a trop de Bamilékes à l'université catholique d'Afrique centrale. Avec nos experts, nous avons répondu aux questions suivantes : Y a-t-il une peur des Bamilékes au Cameroun ? Si oui, est-elle justifiée ? Est-ce que, comme le pensent certains, le fait pour eux d'avoir le pouvoir économique les disqualifie dans la conquête du pouvoir politique ? Est-ce que le problème ne se situe pas pour les Bamilékes sur le fait qu'ils sont sectaires ? Comment taire au Cameroun les divisions d'ordre tribal ?

*Kami Jefferson*

Cyrille Ngoua, *Coach Consultant en Management*

## « Il existe bel et bien un "problème Bamiléké" au Cameroun »



Le Cameroun compte environ 250 ethnies. Une grosse diversité linguistique qui, loin de constituer un avantage, s'est avérée être, depuis l'indépendance de notre pays, une véritable bombe à retardement. Une sorte de grenade dont le premier président Ahmadou Ahidjo a su maintenir la goupille en place pendant toute la durée de son règne afin de maintenir l'unité nationale. Et pour y parvenir, celui que l'on appelait affectueusement "le père de la nation" était obligé de mettre en place un régime fort et autoritaire que certains n'hésitaient pas à assimiler à la dictature. Mais l'avènement du Renouveau en 1982 et

surtout l'instauration de certaines libertés par le président Biya dès le début des années 90 sont venus ébranler cette précaire conviction. Et c'est surtout sur le plan politique que les flammes du tribalisme seront véritablement attisées. La démocratie tant recherchée va donner naissance à des partis politiques à connotation tribale voire familiale. Et ce phénomène est notamment perceptible dans les régions du Grand-Nord, du Sud et dans les grassfields. Et l'Histoire semble nous donner raison aujourd'hui lorsqu'on analyse les résultats de certains candidats tels que Paul Biya, Maurice Kamto ou Cabral Libii dans leurs localités d'origine. Et au-delà de ces votes à caractère tribal évident, les Camerounais et la communauté internationale vivent une période postélectorale marquée par une opposition radicale à la réélection du président Biya, menée par le candidat malheureux Maurice Kamto qui semble majoritairement être soutenu

dans cette opération par les ressortissants de l'Ouest qui pensent à tort ou à raison, que leur tour pour diriger le pays est arrivé. On peut donc dire qu'il existe un problème Bamiléké au Cameroun. Mais il faut reconnaître que ce "problème" est bien créé par les ressortissants de l'Ouest eux-mêmes avec des objectifs bien précis. Ils se sont progressivement érigés en un bloc distinct contre tout le reste des Camerounais et ont développé, au fil des années dans notre pays, un sentiment de victimisation de leur groupe par les autres. Et aujourd'hui les autres ont finalement compris qu'il ne s'agissait en réalité d'un jeu que les Bamilékés ont bien organisé pour bien endormir les autres tribus afin de mieux s'imposer comme une véritable puissance interne.

La peur des Bamilékés au Cameroun vient donc du fait que les autres ethnies conscientes du fait qu'elles sont déjà suffisamment dominées sur d'autres plans de la vie, se refusent à octroyer la

machine du pouvoir pour être définitivement englobées. Donner le pouvoir aux Bamilékés serait donc, pour les autres ethnies, leur remettre consciemment le bâton qui va compléter cette domination. Les Bamilékés, au fil des années, ont su conquérir le pouvoir économique du Cameroun. Les plus grands milliardaires du pays sont originaires de la région de l'Ouest. Ils sont propriétaires de milliers d'entreprises, à travers le pays, qui emploient des dizaines de milliers de Camerounais. Bref, les Bamilékés jouent déjà un rôle prépondérant dans l'économie camerounaise. D'où les appréhensions des autres Camerounais qui comptent les disqualifier de la conquête du pouvoir politique du pays. Mais, il faut reconnaître que cette attitude est un gros frein à l'avancée et la consolidation de la pratique démocratique dans notre pays. La présidence de la république est ouverte à tous ceux qui mériteraient d'y accéder par des élections

transparentes. Et ceci, quelle que soit la tribu de l'heureux élu.

Pour taire les divisions d'ordre tribal au Cameroun, il faudrait d'abord résoudre la crise Anglophone qui pourrait, à la longue, être à l'origine des conflits tribaux armés. Une multiplication de crises qui pourrait faire totalement disparaître la Paix dans notre pays. En outre, il faut renforcer le sentiment de patriotisme qui tend à disparaître au profit des replis identitaires dangereux pour la nation. Mais l'autre souci des autres Camerounais vis-à-vis des Bamilékés est la forte solidarité qu'ils entretiennent entre eux et qui ressemble à une sorte de sectarisme. Les autres Camerounais sont convaincus que si un Bamiléké venait à prendre le pouvoir, il accentuerait ce favoritisme. Certains plus inquiets pensent même que si les Bamilékés prenaient le pouvoir au Cameroun, ils mettraient en place, de façon insidieuse, une sorte d'Apartheid dans le pays.

Ban Anthony, *Sociologist*

## « Let's enact laws to abolish tribalism and ethnic division »



Certainly, I can say without fear that there is fear of the Bamileke people in this country. This fear emanates from the fact that the Bamilekes control all sectors of the country's economy. We can link this to prejudice which is not necessarily specific to hate speech, tribalism is

a stronger type of prejudice used to justify the belief that one tribe category is somehow superior or inferior to others; it is also a set of practices used by a racial majority to disadvantage a racial minority. The Ku Klux Klan is an example of a racist organization; its members' belief in white supremacy has encouraged over a century of hate crime and hate speech. And so this is not only peculiar to Cameroon. Prejudice which refers to biased thinking, discrimination consists of actions against a group of people. Discrimination can be based on age, religion, health, and other indicators; race-based laws against discrimination strive to address this set of social problems. We are actually witnessing

with what other ethnic groups like the Betis and the Bassas are doing to the Bamilekes.

Having economic control in a country, does not cancel one enjoying his or her rights as Cameroonian, not to have political power or control too. These are two distinct fields and can at times be compatible. A typical example is that Donald Trump, the current President of the United States despite being one of the richest businessmen, went ahead to contest for elections and the Americans voted him. Why can't that happen in Cameroon?

Sectarianism is practiced in all countries and in all continents and in the world at large. It did not start today. Long before the Reformation, dating back to

the 12th century, there has been sectarian conflict of varying intensity in Ireland. This sectarianism is connected to a degree with nationalism. This has been particularly intense in Northern Ireland since the early 17th century plantation of Ulster under James I, with its religious and denominational sectarian tensions lasting to the present day in some forms. This has translated to parts of Great Britain, most notably Liverpool, and the West of Scotland, the latter being very close geographically to Northern Ireland, and where some fans of the two best-known football clubs, Celtic (long been affiliated with Catholics) and Rangers (long affiliated with Protestants), indulge in provocative and sectarian be-

haviour. So you see that the Bamilekes are not alone, let's leave the Bamileke man alone and face facts for a better country.

However, we cannot erase discrimination or tribalism. It's already in our blood and our culture. We can in a lesser extent enact laws to abolish tribalism and ethnic division. Even if a magic pill managed to eradicate tribalism from each individual's psyche, society itself would maintain it. Sociologist Émile Durkheim calls tribalism a social fact, meaning that it does not require the action of individuals to continue. The reasons for this are complex and relate to the educational, criminal, economic, and political systems that exist in our society.

Mindja Zam Georges, conseiller Municipal de la Mairie de Bertoua 2<sup>ème</sup>

## « La grille de lecture ethnique n'a jamais été utile »



Les débats récurrents sur le tribalisme au Cameroun, surtout dans les réseaux sociaux, avant, pendant et après l'élection présidentielle du 07 octobre 2018, pourraient être le signe d'une crise de la République. Cette crise est patente lorsqu'on lui assimile abusivement la victoire du candidat du rdpc, que d'aucuns qualifient de victoire d'un groupe ethnique sur un autre. Alors, pourquoi des frères et sœurs qui ont toujours vécu ensemble depuis des lustres seraient-ils condamnés à s'exclure maintenant ? Au fait, le Cameroun est un pays à part avec plus de 250 ethnies qui ont toujours cohabité harmonieusement, pratiquement

sans incidents majeurs, malgré toutes leurs différentes linguistiques, culturelles, voire religieuses. Derrière les ambitions politiques, ce sont pratiquement deux grands groupes ethniques qui s'opposent de façon véhémente dans les réseaux sociaux. Appuyés sur un socle d'agriculture et de commerce, bien que l'école ne soit pas en reste, nos frères et sœurs de la région de l'ouest, hormis ceux du département du Noun, ont généré le développement économique, en s'installant partout ailleurs dans tous les recoins du pays, sans que leurs compatriotes des desdites zones ne puissent les chasser. Pourquoi penserait-on maintenant qu'un ressortissant de la région de l'ouest, candidat à l'élection présidentielle, ferait peur à qui que ce soit ? En fait, c'est vrai que nous constatons depuis un certain temps, des forts rejets d'antagonisme séculaire entre les camerounais appelés "Fang Bétis" et ceux des camerounais appelés vulgaire-

ment "Grasfields", qui persiste et est empreint d'arrogance et de paternalisme. L'on ne peut donc pas justifier que cette crise ethnique est la peur qu'on a des ressortissants de la région de l'ouest. Nous croyons plutôt qu'il serait malsain de traduire ces dérapages de quelques individus ou leurs comportements comme de l'hostilité pour ce vaillant et dynamique peuple. Pour nous, il s'agit davantage de l'obscurantisme de part et d'autre, de quelques égarés. Au fond, cette dangereuse agitation n'est qu'un symbole du reflet d'un début de malaise qui émerge brutalement à la surface par le biais des ambitions politiques. Avoir le pouvoir économique ne disqualifie personne dans la conquête du pouvoir étatique. Les textes de la République prévoient que tout camerounais est libre d'accéder au pouvoir, pourvu qu'il remplisse toutes les conditions prévues à cet effet. Donc, il n'y a aucune restriction ethnique. Le Came-

roun est certes un pays complexe, mais il n'y a rien de restrictif et exclusif pour certains. Les groupes ethniques sont d'égale valeur et d'importance égale. À cet effet, chaque citoyen représente une part du sentiment national, bien que certains ne fassent pas l'économie de temps en temps, d'une réflexion identitaire. Il est vrai que les débats se dégradent de plus en plus par une infime minorité, sur une idéologie obscurantiste ethno-fasciste, car ils ne veulent pas affronter les vrais problèmes socioéconomiques et préfèrent s'engager dans une quête d'identité. Reconnaissons qu'au Cameroun, la grille de lecture ethnique n'a jamais été utile. La crise socioéconomique et l'élection présidentielle sont venus attiser le malaise social, ce qui fait dire à certains qu'il y a exclusion de certaines ethnies, par l'accaparement du pouvoir par une seule. Néanmoins, dans la vie quotidienne du camerounais, la situation difficile due à la crise socioécono-

mique sus évoquée, provoque une forte compétition entre les ethnies pour l'emploi et la promotion sociale. Pour donc taire les divisions d'ordre tribal, la responsabilité de la classe politique et des élites intellectuelles est donc immense pour ramener l'accalmie entre les différents groupes ethniques. Celles-ci doivent avoir le courage et l'intelligence de sortir de ces affrontements sordides et revenir au dialogue et à la raison, afin de montrer que le Cameroun reste le Cameroun. Puisse donc la raison l'emporter. Par ailleurs, il incombe à l'État républicain de continuer à enseigner et prôner la paix, par la justice et l'équité, dans tous les domaines de la société. Les pouvoirs publics doivent faire en sorte que tous les comportements qui sont considérés à un moment donné comme déviants, tombent sous le coup de la loi. D'une manière générale, l'État doit continuer à accélérer le développement démocratique.

Fabrice Yap Mouchili, *Analyste politique*

## « Il existe bel et bien une phobie du Bamiléké au Cameroun »



La déviance des discours sur la place publique et principalement sur la toile n'est pas de nature à nous rassurer sur l'avenir de ce qui est communément appelé le vivre-ensemble. Des dérapages se font de plus en plus ressentir impunément et le silence de l'Etat est complice et laisse présager une main manipulatrice à l'effet de distraire le peuple en l'envoyant spé-

ler et surfer sur des thèmes inutiles pour son destin: le terrain tribal. Il existe bel et bien une phobie du Bamiléké au Cameroun. Ne pas le dire c'est faire montre de flagornerie. Ce concept a été malhonnêtement monté de toute pièce et entretenu par le colon qui déclarait: "le Bamiléké est un caillou dans la chaussure" et il fallait d'après lui, s'en débarrasser. Quelle était l'opportunité d'une pareille déclaration? Il s'agissait de tuer dans l'œuf l'éveil de conscience de ce peuple débâtisseurs qui constituait une menace pour la survie du colonialisme. Les dirigeants du jeune Cameroun "indépendant" s'approprièrent ce concept pour faire plaisir à leur mentor blanc d'où les déportations forcées dans le Mounjo et les exécutions sommaires. Cette flamme passée par le colon a été nourrie à travers des décennies et est

entretenu à dessein aujourd'hui par l'ordre gouvernant pour distraire le peuple comme nous le disions d'entrée de jeu. Tous ceux qui utilisent des discours tribaux dans l'espace public sont repérables et pourquoi l'Etat qui dispose de tous les moyens technologiques et répressifs ne met le grappin sur personne? Ce crime certainement lui est profitable. Il se dit crapuleusement que les Bamilékés ont déjà le pouvoir économique et il ne faut plus leur donner le pouvoir politique. Nous nous posons une question qui est celle de savoir qui leur a préalablement donné le pouvoir économique; n'est-ce pas le fruit des efforts personnels et de leur ingéniosité. Pourquoi tenir ce discours étonné et ivre de passion comme si le pouvoir devait s'octroyer en marge du jeu démocratique?

En dépit de la phobie que subit le peuple bami, il est important de signaler que malheureusement, certains fils de ce respectable groupe ethnique se sont lancés dans un tribalisme réactionnaire, une certaine forme d'autarcie, en se focalisant sur le concept "s'unir ou périr" et cette fameuse pensée de Martin Luther qui dit: "si nous ne vivons pas ensemble comme des frères, nous allons périr ensemble comme des chiens". Pourtant ce concept de "vivre ensemble comme des frères" devrait transcender les frontières tribales. Le peuple et notamment le bas peuple doit le savoir, il n'y a que deux grandes tribus au Cameroun: les riches et les pauvres. Les pilleurs de la république qui compromettent et hypothèquent l'avenir sont de toutes les tribus (Sawa, Bété, Bamiléké, Bakweri, Toupouri...) et les vic-

times, les "Sous-Camerounais" qui tirent le diable par la queue et soignent encore la hernie avec le paracétamol sont de toutes les tribus (Sawa, Bété, Bami, Bakwer, Toupouri...). Le bas-peuple doit se raviser et ne pas se laisser enfanner par le discours tribal injecté dans l'espace public par les pontes du régime pour détourner l'attention du peuple de leur gouvernance sans tête, ni queue. Il s'impose un impératif catégorique pour notre nation, celui de faire fi des considérations d'ordre tribal. Cet impératif peut être assuré par l'Etat en interpellant et en traduisant devant les tribunaux tous ceux qui tiennent des discours qui appellent à la haine tribale. Si l'Etat ne le fait pas, on confirmera tout simplement qu'il en est le théoricien; C'est ce qui est appelé le tribalisme d'Etat.

Dr Serge Simon Soho, *Historian*

« **There is misinterpretation of acts of each other** »



**C**oncerning fear of the Bamileke people, I can say that

it is a fiction fed by the western threads themselves. Faced with reactions often shared by some Cameroonians, including those from the west, they are the first to climb to the crenel to shout or make statements that one can describe them tribalistic. When one of them occupying a function and that it integrates and gives advantages only to one

of their brothers, it is radio silence, nobody talks about it. Take the case of the FECAFOOT Normalization Committee where Me Happy wallows in the mud for months in an opaque and mafia management, there are no criticism. In fact the ignorance of the internal agreements of the management of our country is that there is a misinterpretation of the acts of

each other. The trial of a governing elite party that requires one to confine to a tribe or an ethnic group is a false trial. If we take the government of 1982 to date we will see that the equilateral triangle North, West, South is still being respected by Paul Biya. He handles those who leave his government when he thinks he is going to have difficulties with a lot of violence, has

nothing to do with his tribe. Remember the treatment given to Ayissi Mvondo, Mila Assouté or Titus Edzoa. If one refers to these cases, we would say that Kamto has gotten away for the moment very cheaply, because for "the Tribe of Power" it is high treason. We must not embark the Cameroonian media interposed in a sterile debate, puerile and suicidal.

Oumar Ndoumbè, *Société Civile*

« **C'est la démocratie tribale** »



**C**hacun de nous conviendra bien que notre époque actuelle est bien étrange. Elle est caractérisée par un écosystème sociopolitique et de conflictualité ethnique de plus en plus croissant et préoccupant. Comment les Bétis, les Foulbés, les Bassa, les Bamiléks, les Doualas, les Makas, les Toupouris, les Bakwéris, et autres peuvent-ils se détester jusqu'à ce point ? Après notre indépendance, Ahmadou Ahidjo s'était attelé à gommer les différences entre nos communautés dans un milieu qui a longtemps été travaillé par le balancier insaisissable et ambivalent d'une cohabitation paisible et assumée. Aujourd'hui, l'exacerbation des replis identitaires a désormais de quoi

inquiéter véritablement, catalysée par les outils technologiques à la fois de large portée, rapides et à effet immédiat du cyberspace. Les multiples revendications, les affrontements épistolaires à travers les réseaux sociaux entre leaders d'opinion, acteurs politiques, animateurs de notre scène socio-médiatique et ressortissant de régions différentes, les affrontements physiques souvent enregistrés entre membres de certaines communautés, l'interminable crise anglophone actuelle même, sont devenus autant de marqueurs d'un bellicisme et d'un antagonisme sociopolitiques incontestables à propos desquels nous devons nous interpeller. Cette conflictualité tribale contemporaine est une véritable absurdité. Il ne s'agit plus seulement de querelles de divertissement entre quelques cyber-esprits oisifs et solitaires désireux d'accomplir quelque cyber-défolement sur d'autres cybers-citoyens. Les conflits actuels sont désormais et plus que jamais, ré-

vélateurs des profonds antagonismes que charrie notre pays que l'on peut dater depuis 1984 et que le pouvoir politique hypocrite et sournoisement tente d'étouffer à travers les slogans creux et incantatoires d'unité et d'intégration nationale pour lesquels aucune stratégie sérieuse et honnête n'a du reste jamais été mobilisée. Résultat des courses : nous avons œuvré à construire dans nos cœurs, le monstre hideux de la rancune, de l'instinct de domination et de revanche, et plus globalement, d'un système de replis identitaires à base clanique, ethnique, tribale, régionale et même religieuse qui aujourd'hui, nous revient dessus comme un boomerang et nous explose clairement à la figure. Les contenus émis par les radios, les télévisions et cyber productions des mille collines qui désormais fusent de partout, rappellent ces moments particulièrement sombres chez nos frères rwandais, ivoiriens, kenyans, gabonais, congolais et autres, ne semblent pas beau-

coup émouvoir grand monde chez nous. Peut-être attendons-nous de franchir le seuil de tolérance. Peut-être que dans notre beau pays du chacun pour soi, attendons-nous de voir cette crise identitaire dans son pendant francophone, essaier davantage et arborer le caractère plus tragique de la crise identitaire anglophone qui bat son plein. Les camerounais jusqu'alors n'avaient aucunement peur des Bamiléks. C'est le repli (vrai ou supposé) des bamiléks, de l'accaparement de tous les secteurs de la vie économique (quincaillerie, enseignement, hôtellerie...), le recrutement massifs des originaires de la région de l'Ouest dans les entreprises appartenant aux capitaines d'industries de l'Ouest doublé de la volonté d'accéder à la plus haute marche du pouvoir politique pose une réelle difficulté. Est-ce qu'une fois, un président originaire de l'Ouest n'aura pas la tentation d'exercer un pouvoir qui favorise les siens ? Est-ce que les minorités pour-

raient continuer à être visibles et se sentir appartenir à la communauté nationale ? Là est toute la question. Pourtant, nous l'avons vu, le pouvoir de Paul Biya a aussi introduit dans toutes les strates de l'administration, des forces de sécurité, les entreprises publiques les ressortissants des régions du Centre et du Sud qui ont peur pour leur avenir. Et c'est bien eux qui ont cassé la dynamique de la construction de la Nation camerounaise en introduisant la notion tribale. D'où la volonté du régime et des bétis de se maintenir au pouvoir coûte que coûte. Sortir de ce cercle vicieux, nous amène à revenir aux origines des cultures africaines qui ne peuvent appliquer au stade actuel la démocratie à l'occidental « One man One vote ». La démocratie ne peut en effet relever d'une même application uniforme partout dans le monde et en toute circonstance. Il faut donc revenir au consensus comme fondement de « notre démocratie ».

Serge Aimé Bikoi, *sociologue*

## « Il y a le phénomène de la construction de la peur du Bamiléké »



On ne peut pas dire qu'il y a une peur des Bamilékés. Mais, ce qui est davantage relayé dans l'opinion publique, c'est la mise en parallèle des constructions sociales, des représentations, des préjugés, des stéréotypes négatifs sur les Bamilékés. Le vrai débat réside dans la formulation d'un ensemble d'opinions négatives voire péjoratives sur les Bamilékés. Il y a par exemple aujourd'hui, un conflit entre le groupe culturel de l'Ouest et celui bété. Tout a été généré depuis l'avant-présidentielle lorsque certains se sont rendus compte qu'il y a un candidat qui est considéré comme le

challenger principal de l'opposition, à savoir Maurice Kamto, qui est originaire de l'Ouest. Et, du coup, il y a eu une construction de la haine tribale, aussi bien sur les réseaux sociaux que dans certains médias, où certains individus qui appartiennent à la communauté culturelle bété, se sont décidés tous azimuts, à formuler un ensemble de représentations sociales négatives sur les Bamilékés. Et, c'est la raison pour laquelle vous avez constaté que ce problème est demeuré, au point où aujourd'hui, on se rend davantage compte qu'il y a le phénomène de la construction de la peur du Bamiléké. En réalité, ceux qui le craignent ont peur qu'il conquiert le pouvoir. Vous savez que c'est un Bété qui est aujourd'hui à la tête du pouvoir ; qui a été réélu. Mais, depuis l'avant-présidentielle, il y a eu un ensemble de traits stéréotypés qui ont davantage consisté à créer l'identité négative du Ba-

miléké, de manière à le saper. Et, c'est Maurice Kamto qui était davantage visé. Tout le monde a vu comment sur la toile, les réseaux sociaux, il y a eu cette construction de la perception négative de Maurice Kamto. Lui-même est resté très indifférent parce qu'il n'a jamais répondu à ces allégations des acteurs politiques et des universitaires dans certains médias, qui l'ont criblé de balles. Certes, les Bamilékés ont le pouvoir économique, mais qui empêche les autres communautés culturelles d'avoir le pouvoir économique ? Personne. C'est parce que nous sommes dans une société où les individus ont un ensemble de velléités ou un ensemble de comportements rétrogrades et par conséquent, réfractaires au développement. Nous savons bien quels sont stéréotypes qui sont attribués au Bulus, aux Ewondo... aux Bétis en général, dans la construction de la dynamique sociale. Les faits

ont toujours témoigné de ce que les populations de l'Ouest sont davantage dynamiques. Le Pr. Dongmo, géographe, qui a travaillé sur le dynamisme bamiléké, ne s'est pas trompé. Regardez dans l'ensemble des régions camerounaises. Les Bamilékés ont envahi l'espace de manière à travailler. Ils ne sont pas restés paresseux comme d'autres. On voit comment les populations bété contribuent davantage à vendre l'espace foncier dans leur zone culturelle d'appartenance. Ce n'est pas le cas pour l'homme bamiléké qui a la vocation d'investir sur cet espace de manière à percevoir des capitaux économiques. Même lorsqu'on parle du repli identitaire bamiléké, on est toujours dans le scénario de la construction de l'imaginaire. Rien n'établit la thèse selon laquelle si le Bamiléké accède aujourd'hui au pouvoir, il va enrayer un ensemble de mécanismes de cooptation, de népotisme, de fa-

voritisme ou de clientélisme. Mais, tout réside dans la vocation de tout individu à pouvoir considérer que dans cet espace de travail, dans toute administration, entreprise, il est question de faire émerger les critères scientifiques de la compétence et de la méritocratie. Ces individus qui ont peur d'un ensemble de phénomènes imaginaires qui sont construits dès le départ et qui montrent que cette construction de la psychologie de la peur qui pèse sur l'homme bamiléké, visent davantage à montrer qu'il y a un ensemble de phénomènes qu'on doit mettre en vitrine pour ternir l'image d'un tel groupement culturel. Or, il faut que l'on table sur des faits. On est dans une société où l'on n'a pas de besoin de cataloguer ou de stigmatiser un tel qui a accès à un strapontin. Il est question d'avoir des individus, quelle que soit l'appartenance à une communauté culturelle, qui soient compétents, qui méritent.

Aimé Cyprien Olinga, *président du front démocratique révolutionnaire*

## « Ce sont les pouvoirs politiques au Cameroun qui sont à la base de ce tribalisme »



Nous sommes en république et en république, tous les citoyens originaires de quelque coin du pays que ce soit, ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. C'est très dangereux qu'une trentaine d'années après le retour au multipartisme, que nous

soyons encore à ce genre de débat. On aurait pu évacuer cela depuis les années 1992. Nous sommes là en train de reculer dangereusement sur le plan de la démocratisation de notre pays. Nous condamnons ces propos à l'égard de nos frères qui sont originaires de la région de l'Ouest. Personne n'a jamais demandé à naitre quelque part. On ne peut pas exclure nos frères de l'Ouest de la conquête du pouvoir, sous le seul prétexte qu'ils ont le pouvoir économique. Est-ce qu'ils ont empêché les autres d'avoir le pouvoir éco-

nomique ? Il faut laisser ce débat qui est de très mauvais goût et s'orienter vers l'essentiel. L'essentiel est de savoir si un camerounais originaire de l'Ouest a un programme qui permet à l'ensemble de la nation de sortir du sous-développement. Si la réponse est oui, on n'a pas besoin d'aller fouiller dans ses origines ethniques. J'ignore si les bamilékés sont sectaristes. Toutefois, je suis originaire du centre, alors que la mère de mes enfants est originaire de l'Ouest. Et donc mes enfants sont à moitié bétis et à moitié bamilékés. Il faut que

nous sachions faire évoluer les débats politiques dans notre pays. Taire les divisions d'ordre tribal au Cameroun doit faire partie de ceux qui gouvernent. Ce sont les dirigeants qui doivent montrer la voie, donner les orientations. Lorsque les dirigeants ne donnent pas le bon exemple, le peuple les suit. Ce sont les pouvoirs politiques au Cameroun qui sont à la base de ce tribalisme, de ce sectarisme. A titre d'exemple, lorsque le président nomme le gouvernement, un constat est fait : chaque ministre rentre dans son village pour aller fêter

avec les siens. C'est déjà un signe évocateur de la promotion du tribalisme. Lorsque pendant la campagne électorale chaque membre du gouvernement, rentre dans son village pour aller battre campagne, c'est faire la promotion du sectarisme. Pourquoi ne pas prendre un ministre originaire du centre et l'envoyer battre campagne au Nord ou à l'Extrême-Nord ? Pour mettre un terme à cela, le système doit repenser sa manière de gouverner et donner plutôt une orientation d'un Etat moderne. Si cela est fait, le peuple suivra.

Some Enrique Emmanuel, *acteur de la société civile*

« **Ma seule peur c'est l'instrumentation des populations par les politiques** »



**E**n ce qui me concerne, je ne vois pas une peur bamiléké au Cameroun. Certes, il y a beaucoup de récupérations de nos hommes politiques mais cela reste maîtrisable. Pour parler de la peur d'une ethnie dans un pays, il faut s'engager dans la société et lire le comportement des uns et des autres. Prenons l'exemple de nos grandes villes pour voir cette cohabitation pacifique entre les différentes populations. En réalité, il n'y a pas de discrimination. Il n'y a qu'à voir ces relations montantes sans cesse entre les différentes ethnies. Le mariage mixte est une

réalité et même plus. Dans la gestion des affaires publiques (Etat, partis politiques, ONG, Entreprises,.....) chaque tribu se retrouve. Ma seule peur c'est l'instrumentation des populations par les politiques et la montée des extrémistes de toutes parts. Les bamilékés comme bien d'autres ethnies du Cameroun sont souvent victimes des injustices et autres, mais je répète que cela n'est pas seulement propre à eux. Au Cameroun, très facilement, on peut être bourreau comme on peut être victime sans aucune distinction, seuls les intérêts de circonstance déterminent nos comportements. Pourquoi doivent-ils être disqualifiés sur le plan politique ? Je marque mon étonnement sur cette question car c'est un non-sens. La réalité du pouvoir politique c'est qu'aucune ethnie à elle seule ne peut conquérir le pouvoir. Je parle de conquérir le pouvoir par les urnes. Au Cameroun cela est impossible. Le

pouvoir c'est une question de négociation entre plusieurs ethnies pour assoir une certaine majorité permettant de conquérir ou de se maintenir au pouvoir. Les statistiques sont claires, il n'existe pas d'ethnie majoritaire au Cameroun. Je pense pour ma part que leur pouvoir économique est un atout non seulement pour eux, mais pour la nation entière. Donc un bamiléké à Etoudi, ça m'est égal. Tout ce que je souhaite c'est qu'il fasse le consensus nécessaire pour y accéder. Cessons d'avoir peur ou de développer des imaginations pour rien car le développement de notre pays va profiter à tous. C'est comme le phénomène de la pluie, chez nous on aime dire qu'il pleut toujours sur tous les toits. Si un bamiléké peut apporter un plus pour le bien-être de ses compatriotes, il est le bienvenu à mon avis.

Pourquoi me faire croire que les bamilékés sont les seuls sectaristes au Cameroun? C'est vrai

que par moment, ils ont des relents de repli identitaire, c'est un fait. Mais à vouloir les stigmatiser donne raison à ces hommes politiques véreux et aux extrémistes qui veulent utiliser l'ethnie à des fins inavouées. Non il faut élever le niveau des débats. Pour être plus concret, nous sortons d'une élection présidentielle où le prof kamto, bamiléké était candidat. En rappel, kamto n'est pas le premier bamiléké candidat à la présidentielle. S'il a échoué et veut utiliser les armes tribales pour arriver au pouvoir, je crois que c'est regrettable. Quand je pense à son discours au Conseil Constitutionnel où il parle de bami-bulu, je n'arrive pas à croire mes yeux. Non. Comment un homme de son rang peut tomber si bas? Si j'avais un conseil à donner au prof kamto, je lui dirais de rester tranquille et de préparer les échéances futures car ne dit-on pas que l'échec d'aujourd'hui prépare la victoire de demain? Si

Gbagbo avait compris cela, on aurait évité les morts en Côte d'Ivoire et Gbagbo serait revenu aux dernières élections présidentielles. Pourquoi les africains refusent de copier les bons exemples d'ailleurs? Même la France que nous citons beaucoup, Mitterrand et Chirac ont été candidats à la présidence combien de fois? Cessons de rêver.

Je crois que c'est avant tout une question de volonté politique. Il n'y a pas un seul endroit au Cameroun où tu peux avoir des problèmes juste pour tes origines. C'est vrai qu'avec la crise en zones anglophones, on en est arrivé à cette situation malheureuse. Je pense qu'il est bien localisé et maîtrisé. Et pour le reste, la justice sociale est la seule voie pour combattre le tribalisme. Tant que chacun Camerounais aura des droits et devoirs objectivement, le tribalisme va prendre du plomb dans l'aile.

Meyolo Joël, *professeur d'Université*

« **On ne peut pas taire les divisions d'ordre tribal** »



**O**n ne pourrait pas parler de peur des Bamilékés, mais davantage d'une instrumentalisation de l'ethnicité dans le contexte camerounais. Parce qu'au fond, le terme bamiléké ne renvoie à rien de réel, mais une construction sur les bases ethniques, quelque chose de structuré en fonction de l'his-

toire. Mais c'est une composante sociale qui a bénéficié d'un ensemble d'avantages et à partir de là, a fait émerger une classe économique prospère, qui donc s'est appuyée sur les avantages institutionnels depuis la période des indépendances jusqu'à aujourd'hui. Devant cet effort économique et cette accointance avec le pouvoir, il peut arriver que les autres composantes se sentent parfois à l'étroit vis-à-vis de la dynamique économique de ce que l'on identifie comme étant les bamilékés. Mais cela ne saurait se résumer à une peur.

Le fait pour ceux que l'on identifie aux bamiléké d'avoir le pouvoir

économique ne les disqualifie pas dans la conquête du pouvoir. Encore que c'est un autre débat sur le leadership bamiléké économique. Car le dernier classement ne place pas les bamilékés comme étant leaders économiques. Et le secteur contrôlé par les bamilékés est davantage le secteur informel, les petits commerces. Mais quand on parle véritablement d'économie organisée, il ne me semble pas que c'est aux bamilékés que reviendra la palme d'or. Mais, qu'ils soient leaders sur le plan économique, ne fait pas d'eux les camerounais de second degré. Ils sont camerounais comme tous les autres et donc peu-

vent prétendre à la magistrature suprême. La remarque qu'on fait pour les bamilékés, on peut la faire aussi pour toutes les autres sociétés centralisées. Nous avons par exemple les sociétés du Nord Cameroun qui manifestent très souvent leur unicité face aux autres. A partir de là, on ne pourrait pas avancer que la réactivité qu'il y a vis-à-vis de ce peuple soit liée à leur côté sectariste. Toutes les sociétés organisées ont un minimum d'organisations inclusives qui est parfois exprimé. On ne peut pas taire les divisions d'ordre tribal. La tribu, l'ethnie sont des réalités mondiales. Même dans les pays les plus développés, le principe de l'identité

existe. L'identité c'est la nature humaine. C'est l'instrumentalisation de cette identité à des fins politiques qui fait problème. Par conséquent, il faut éduquer les masses à la vie politique. Il faut qu'il y ait des hommes politiques de carrière et non de circonstance. Puis, il faut la construction d'une identité native camerounaise qui va intégrer les ethnies, qui va mettre une composante au-dessus qui est l'appartenance à une nation, avec des références au-dessus des ethnies. Cela sera rendu possible par le relèvement du taux d'éducation.

*Propos recueillis par la Rédaction*

# 37 year Cameroonian playing Congolese side, AS Vita club will be among the club's players to face Raja Casablanca of Morocco in the 2018 CAF confederations cup final

*Both sides booked their tickets to the finals after convincingly thrashing their semi finals opponent over two legs on Wednesday.*

**L**ukong Nelson Bongaman is the 37 year old Cameroonian goalkeeper whose name will forever remain in the hearts of all in Kinshasa. On the 1st of July 2008, the goalkeeper at his prime joined AS Vita club of Kinshasa little did many know that 10 years on the former Buea and Kumbo based footballer will still be the most important component of a successful Congolese club.

In 10 years mostly under the head coach of the Congolese national selection, Florent Ibenge who doubles as AS Vita club Lukong has been competition from different keepers; Lema, Ebunga, Mubele, Diba but Lukong has preserved his place as the « number one » for the black Dauphins.

A clean sheet over two legs in the CAF confederation cup semi finals over Egyptian side, Al Masry means unfortunate CAF champions league finalist in 2014, winner of the Congolese championship in 2015 and the best goalkeeper in the Congolese champions-



Cameroonian Nelson Lukong playing for Congolese club.

hip in the 2017 season, Nelson Lukong will have another chance to taste continental success when his club face Moroccan Giants, Raja in a two legged final which begins on November 25 away in Casablanca before welcoming

Raja in his spiritual home in Kinshasa at 80 000 seater Martyrs stadium on December 2.

3 domestic league titles, 1 Congolese super cup, plus multiple individual titles in the cupboard makes Lukong's

time at the club simply remarkable.

To many in Kumbo, Buea or Douala it unbelievable to still see the man born on the 31st of October 1980 between the sticks, but why doubt? Lukong comes from the same

country with goalkeeper, Thomas Nkono and Nkono inspired legendary Italian keeper, Gianluigi Buffon, who is still in active service at 40 for French side PSG.

*By Amos Muang Nsah*

## Vanessa Agbortabi joins the National Volleyball Lionesses

**V**anessa Agbortabi, age 20 who plays for Bundesliga Volleyball championship in Germany has agreed to play for the Indomitable Lionesses of Cameroon. After several negotiations she has finally accepted to join Cameroon beginning in May next year to play for the reigning champions of Africa.

The 20 year volleyball star was born to a Cameroonian father, Ephraim Agbortabi and a German mother. She started playing volleyball ball in her childhood days and

she is actually one of the most respected Bundesliga volleyball players.

At the age of 19, she started playing for VC Olympia of Berlin and later joined the German National Volleyball team B. This year she was sold to Rote Raben Vilsbiburg, Bayern, a first Division team in Bundesliga.

Vanessa's joining of the national volleyball team is certainly going to change positively the team and strategies of the Head coach of the Lionesses. Jean Rene Akono for future victories of his girls.

*By Amos Muang Nsah*



Vanessa Agbortabi.

# Quotidien émergence

1<sup>er</sup> Quotidien Bilingue Privé  
au Cameroun

Disponible  
dans vos Kiosques  
Tous les Jours



- Une information de qualité
- Des analyses percutantes
- Un réseau d'abonnés
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie moderne

*Lisez et faites Lire*